

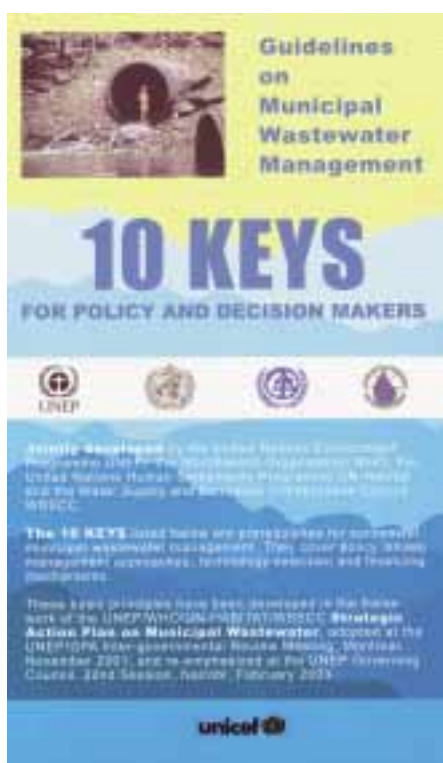
EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT POUR TOUS

L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT

Assurer l'approvisionnement en eau potable et un assainissement adéquat sont les priorités absolues d'un développement durable. Lors du Sommet du Millénaire, en 2000, les dirigeants du monde se sont engagés à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes qui, dans le monde, n'ont pas accès à l'eau potable. Ils ont aussi promis de mettre un terme à l'exploitation non viable des ressources en eau par des stratégies de gestion visant un accès équitable et un approvisionnement approprié. De plus, le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable demande que soit réduite de moitié la proportion des populations qui ne bénéficient pas d'un assainissement minimum.

Le Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement, réuni à Jeju (République de Corée) en mars 2004, a pris en compte ces priorités en publiant l'Initiative de Jeju. Ce texte, qui résume les débats ministériels

sur l'eau, l'assainissement, la pauvreté et les établissements humains était destiné à la douzième session de la Commission du développement durable (CSD-12) tenue à New York en avril 2004. Les ministres y ont échangé des exemples de partenariats et de bonnes pratiques sur la gestion intégrée des ressources en eau, l'eau et l'assainissement, et l'eau et la pauvreté. S'ils étaient reproduits à une large échelle dans de nombreux pays, ces exemples permettraient d'atteindre les objectifs ambitieux fixés par la communauté internationale en matière d'eau, d'assainissement et d'établissements humains. Ces objectifs ont fait l'objet d'un premier bilan depuis le Sommet mondial pour le développement durable lors de la douzième session de la Commission du développement durable. A l'issue de la session, le Directeur exécutif du PNUE, le Président du Forum ministériel mondial sur l'environnement, le Président de la Commission et le Ministre norvégien de l'environnement, Borge Brende, ont fait remarquer que, si les objectifs pouvaient encore être atteints, la communauté internationale était loin du compte et devait intensifier ses efforts.



Le pnue encourage des approches innovantes en vue d'atteindre les objectifs de développement pour le millénaire et ceux du sommet mondial pour le développement durable en matière d'eau et d'assainissement.





La ville de Sebu (Philippines), décembre 2004. Ces maisons sont bâties sur de la boue, sur des terres continuellement inondées. Ces familles n'ont pas les moyens de s'acheter un terrain dans des zones plus saines. Un enfant recueille de l'eau grâce à une pompe immergée qui donne une eau relativement propre. © Mark Edwards/Still Pictures

LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU

Le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable, l'Initiative de Jeju et la douzième session de la Commission du développement durable font ressortir que les Objectifs de développement pour le Millénaire en matière d'eau et d'assainissement ne peuvent être atteints que dans le cadre plus large d'une gestion intégrée des ressources en eau. C'est dans ce sens qu'a été lancée, en mai 2004, la campagne WET-WASH (Objectifs d'émission des eaux usées : eau, assainissement et hygiène pour tous) lors de la conférence mondiale « H₂O – Hilltops-2-Oceans » de Cairns en Australie. Cette campagne, inaugurée par le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres du PNUE (GPA), en étroite collaboration avec le Conseil de concertation pour l'approvisionnement et l'assainissement (WSSCC), associe les problèmes de santé, d'environnement et de réduction de la pauvreté.

D'APRES LES ESTIMATIONS, 1,1 MILLIARD DE PERSONNES N'ONT PAS ACCES A L'EAU POTABLE ET 2,4 MILLIARDS VIVENT DANS DE MAUVAISES CONDITIONS D'ASSAINISSEMENT. LES MALADIES TRANSMISES PAR L'EAU (DIARRHEE, CHOLERA, TYPHOÏDE) SONT LA PRINCIPALE CAUSE DE MORTALITE DES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS

Pour assurer aux populations un accès minimum à l'eau potable et à l'assainissement, il faudra des alternatives novatrices aux grands projets traditionnels d'investissement. Par exemple, mieux utiliser les systèmes naturels de filtration des eaux d'égout que sont les étangs, les roselières et les mangroves, et faire appel à des solutions technologiques appropriées comme le recueil des eaux de pluie. Le PNUE assure le secrétariat du Partenariat pour l'eau de pluie, constitué en octobre 2004 à La Haye (Pays-Bas). Il consiste en une collaboration croissante entre des organisations internationales, intergouvernementales et

Protéger les ressources de la planète

scientifiques pour que les eaux de pluie soient prises en compte dans les stratégies et politiques intégrées de gestion des ressources en eau.

En consultation avec l'OMS, ONU-Habitat et le WSSCC, le GPA a publié un ouvrage sur le thème « *10 Clés pour une action locale et nationale relative aux eaux usées urbaines* » pour encourager des approches innovantes en vue de la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire et de ceux du Sommet mondial pour le développement durable sur l'eau et l'assainissement. Des accords de partenariat ont été signés au Panama, au Mexique et en Tanzanie pour faciliter la mise en œuvre des initiatives portant sur les eaux usées et l'assainissement.

Dans la région des Caraïbes, le PNUE a lancé l'initiative de partenariat « De l'eau blanche à l'eau bleue ». Elle a pour but d'assurer une plus grande cohérence dans la mise en œuvre des objectifs du GPA, qui sont de créer des environnements marins et côtiers sains grâce à une gestion intégrée des écosystèmes marins et des bassins hydrographiques. Gérer les ressources en eau de manière cohérente était aussi le thème central du Salon international et conférence sur les technologies de l'eau tenu au Bahreïn en septembre 2004, qui avait pour titre « Water Middle East » et qui était coparrainé par le PNUE. Par ailleurs, le PNUE collabore avec un certain nombre de partenaires du système des Nations Unies et avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) sur le renforcement des capacités, en vue d'élaborer une stratégie pour l'eau dans la région. Le PNUE a également promis à l'Autorité du bassin du Niger, en Afrique de l'Ouest, une assistance technique et institutionnelle pour la mise en valeur intégrée des ressources en eau dans les pays concernés, qui se partagent le troisième plus grand fleuve d'Afrique.

LES EAUX INTERNATIONALES

Le Programme sur l'eau du Système de surveillance continue de l'environnement (GEMS/Eau), administré par le PNUE, fournit des informations scientifiques fiables sur l'état et les tendances de la qualité des eaux dans le monde. Il appuie ainsi les évaluations environnementales et la prise de décisions en faveur d'une gestion durable des eaux douces mondiales. Ces données proviennent de plus de 100 pays, y compris de pays en développement et à économie en transition. Le programme sur l'eau du GEMS met l'accent sur la collaboration, les partenariats et les synergies entre les programmes internationaux sur l'eau et les projets et initiatives scientifiques au sein du système des Nations Unies.

A l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 2004, GEMS/Eau a lancé le Great Water Quality Data Drive, qui demande à toutes les Administrations concernées dans le monde de fournir des données sur la qualité de leurs eaux intérieures. Après la clôture de cette campagne, en décembre 2004, on disposera d'une base scientifique plus solide pour l'évaluation des eaux dans le monde et dans les régions et pour l'alerte précoce. Ces résultats seront communiqués aux instances des Nations Unies concernées, y compris au Conseil d'administration du PNUE en février 2005 et à la treizième session de la Commission du développement durable en mai 2005.

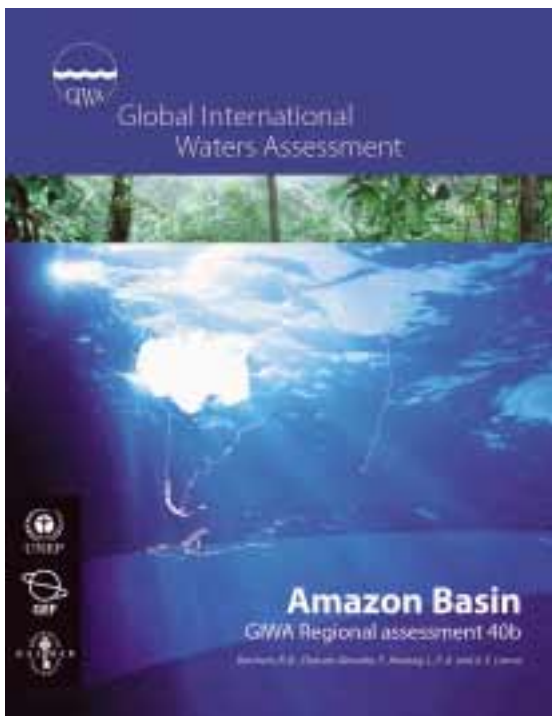
Parmi les autres réalisations de GEMS/Eau en 2004, on relève le remaniement complet en matériel et logiciel de son site Internet mondial, le lancement d'une base de données mondiale sur la qualité de l'eau et la création de GEMSoft, nouveau logiciel interactif destiné aux autorités chargées de

Le Programme des Nations Unies GEMS/Eau fournit des données scientifiques fiables sur l'état et les tendances de la qualité des eaux intérieures dans le monde. Ces données sont nécessaires à une gestion viable de l'eau douce sur la planète et elles apportent un appui aux évaluations de l'état de l'environnement mondial et à la prise de décisions.



la gestion des ressources en eau. GEMS/Eau a également signé un mémorandum d'accord avec le Programme hydrologique international (PHI) de l'UNESCO pour orienter des activités communes dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau et de l'éco-hydrologie. Il a également amorcé une collaboration avec la Convention sur la diversité biologique pour mettre au point des indicateurs de qualité des eaux intérieures. Des directives stratégiques pour la surveillance de la qualité de l'eau sont en cours d'élaboration avec la Commission économique pour l'Europe (CEE) de l'ONU. De son côté, GEMS/Eau-Japon a lancé une opération de renforcement des capacités dans la région du bassin du Mékong.

L'Évaluation mondiale des ressources en eaux internationales du PNUE (GIWA) qui réalise une analyse mondiale, complète et intégrée de 66 zones marines et d'eau douce, a publié, en 2004, plusieurs rapports régionaux d'évaluation portant, entre autres, sur l'état des eaux internationales dans trois régions d'Amérique du Sud et sur le lac Tchad en Afrique. Ces rapports mettaient aussi en évidence les problèmes posés par les déchets solides dans les îles de l'océan Indien et les menaces qui pèsent sur les écosystèmes de la mer de Barents et de la mer Baltique.



L'Évaluation mondiale des ressources en eaux internationales du PNUE (GIWA) réalise une analyse mondiale, complète et intégrée de 66 zones marines et d'eau douce.

BARRAGES ET DEVELOPPEMENT

Le projet du PNUE « Barrages et développement » a été lancé en 2001 pour promouvoir un dialogue en vue d'améliorer la prise de décisions, la planification et la gestion des barrages, ou de leurs solutions de remplacement, sur la base des valeurs et des priorités stratégiques de la Commission mondiale des barrages. Les quatre principaux éléments de son programme de travail sont : la promotion du dialogue mondial et national, la mise en réseau de l'information, la diffusion d'informations sur la Commission et ses projets, et l'échange d'idées et de bonnes pratiques. Son objectif ultime est d'améliorer la gestion des ressources en eau et en énergie de façon à ce que les décisions prises soient acceptables pour le public, que les stratégies choisies soient viables et que les risques techniques, environnementaux, sociaux et financiers soient minimales. En 2004, le projet a permis de poursuivre le dialogue engagé au Népal, en Afrique du Sud, en Thaïlande et au Vietnam et il a facilité des ateliers de consultations nationales en Argentine, au Kenya, en Indonésie, au Malawi, en Namibie et en Zambie. En outre, une initiative de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a reçu une aide pour définir une position régionale sur les barrages et le développement.

Au plan mondial, le dialogue a pour cadre le Forum sur les barrages et le développement ainsi que des ateliers thématiques. La troisième réunion du Forum s'est tenue en juin 2004. Elle a rassemblé des participants de gouvernements, de la société civile et de l'industrie pour faire progresser le dialogue sur de nombreuses questions conflictuelles liées à la construction de barrages. Trois de ces ateliers ont été organisés sur les thèmes : « Le financement des barrages et le développement durable », « Les barrages existants » et « Assurer le respect des normes établies ». Ils ont été suivis de recommandations sur les questions clés à aborder au plan national et qui seront incorporées aux dialogues nationaux pour améliorer la prise de décisions sur les barrages et le développement.